

LA VIOLENCE DE LA LOI CESEDA, (LOI SARKOZY/HORTEFEUX CONTRE LES ETRANGERS QUI VIVENT EN FRANCE), SE REPAND DANS TOUTE LE SOCIETE, MARQUE PROFONDEMENT LE PAYS, ET MODIFIE EN PROFONDEUR LES NOTIONS DE PAIX, DE RESPECT ET DE DROITS POUR TOUS.

Comment y faire face ? nous vous invitons à une réunion publique pour en débattre ensemble :

Réunion publique le samedi 28 juin à 17h00

dans les locaux de T07, 4bis chem. Cambert (métro Reynerie)

Depuis les dernières modifications du Ceseda (2006 et 2007), des millions d'étrangers qui vivent et travaillent en France ont vu encore une fois leurs droits considérablement réduits et modifiés. Ceux qui sont sans-papiers ne sont plus du tout reconnus légalement, il n'existe plus aucune possibilité de régularisation stable et durable ; le seul objectif, c'est le refus de droits et l'expulsion. Les expulsions, c'est des vies brisées, c'est une violence faite à des gens qui ne sont pas des voyous, qui ne sont pas des criminels.

Pour appliquer cette loi, une persécution toujours plus grande et plus perfectionnée est mise en place : pour atteindre les 26.000 expulsions, le gouvernement déploie la "Police Aux Frontières" (PAF) partout dans le pays, dans les lieux de travail (les chantiers, les commerces, la restauration, les champs...) ; dans les quartiers populaires, en bas des immeubles d'habitation ; aux carrefours routiers importants le matin et le soir quand les ouvriers se déplacent pour leur travail ; chez les gens eux-mêmes pour les arrêter. Quand la PAF ne suffit plus, ils envoient les CRS et la BAC ! la police est devenue une police politique : elle n'est là que pour appliquer la politique du gouvernement ; la tranquillité et la paix pour les gens, cela ne fait plus partie de ses objectifs.

Cette politique, nous l'appelons par son nom : **"politique de persécution, politique de guerre contre une partie des habitants du pays, politique d'apartheid"**. Quand une partie d'entre nous, une partie de la population (des enfants, des femmes, des ouvriers, des étudiants...) est traitée ainsi, c'est tout le pays qui est transformé, c'est toute la politique en direction des gens qui est modifiée. La grande rupture que veut faire passer Sarkozy et son gouvernement, avec la complicité de beaucoup de gens de gauche, c'est de casser les droits pour tous, de casser le principe d'égalité. Ils veulent que les gens s'habituent à ce que les droits pour tous n'existent plus, que ce ne soit plus un principe en France. Ils mettent en place des lois qui enlèvent les droits, des lois de mépris et de police qui ne respectent pas les ouvriers, les plus pauvres, les étrangers, certains jeunes... Des lois qui remplacent les droits par des privilèges, liés à la naissance, à l'argent, au pouvoir et aux connaissances "bien placées"...

Chaque contrôle d'identité fait par la police, chaque rafle, chaque expulsion ne fait que renforcer cette politique. Le gouvernement le sait et c'est pour cela qu'il fait des 26.000 expulsions son objectif principal : tant qu'il peut le faire, pour lui ça veut dire que la population est prête à accepter cette politique de violence et de mépris, et qu'il peut l'étendre sans trop de problème. Voilà pourquoi nous disons que **le CESEDA marque tout le pays et le transforme**. L'existence même de la loi CESEDA corrompt les esprits, les gens, les politiques, le personnel de l'Etat : la persécution et la violence, la guerre menée contre une partie des habitants, voilà la politique dont se justifie le gouvernement.

**Comment faire face à cette violence étatique et policière ?
sur quels principes se rassembler ?**

- Nous travaillons à développer une force politique pour l'abrogation des lois de violence contre les gens, comme la loi CESDA, et pour son remplacement par une loi de droits et de respect envers les ouvriers étrangers et leur famille. Une loi qui reconnaisse le travail, les études, la maladie, l'exil comme ouvrant à des droits.
 - Le déploiement d'une politique de paix et d'amitié entre les gens (français, étrangers, avec ou sans papiers, jeunes, habitants des quartiers), d'une politique de droits et de respect est à l'ordre du jour, elle commence à exister.
 - Se rassembler, s'organiser en Collectifs autour de ces principes, **voilà ce qui permet d'être du côté des gens, à distance de l'Etat** ; voilà ce qui ouvre à des perspectives nouvelles, loin des illusions qu'entretiennent les défenseurs de la politique du côté de l'Etat et de ses organisations.
- C'est de tout cela que nous discuterons à la Réunion publique du samedi 28 juin.

**Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis
Les Collectifs pour une politique de paix et d'amitié entre les habitants du pays**